

La date n'a rien du hasard, c'est deux jours avant la mobilisation qui devrait paralyser le pays, le 10 septembre avec le retour des Gilets Jaunes que la gauche politicienne essaie de s'accaparer... avec LFI en tête.

Le coup de poker de François Bayrou...

François Bayrou a pris les accents les plus graves pour dénoncer la dette et justifier son plan d'économies de 44 milliards d'€ qui impactera pour moitié, les classes travailleuses, ce que l'on nomme les « classes moyennes ». Et ces derniers en ont ras-le-bol de suppléer aux incuries financières d'un Etat qui contrairement aux budgets des collectivités locales, n'a jamais présenté un budget en équilibre dans l'exercice annuel de ses prérogatives. Dès lors, la seule solution que les « spécialistes » de Bercy, du ministère des finances ont trouvé, recourir un peu plus à l'impôt sachant que la France est le pays le plus imposé d'Europe... Certes, la dette s'élèverait (les chiffres varient...) à plus de 3 350 milliards d'€. Mais qui a creusé le trou depuis 8 ans si ce n'est la politique du président de la République, Emmanuel Macron, qui même après le covid et le quoi qu'il en coûte, à continuer d'accroître le montant de la dette.... Avant lui, ces prédécesseurs en avaient fait autant. Le 1^{er} ministre de Nicolas Sarkozy, François Fillon, avait déjà annoncé que nous étions en faillite. Et qu'avons-nous fait ?

Que l'État montre l'exemple...

Une fois le constat établi et il est facile à faire, que dire de plus ? Peut-être de prendre enfin les mesures qui s'imposent. Ce n'est pas aux Français qui paient des impôts de se serrer un peu plus la ceinture. Taxer les plus riches ? La gauche n'a que cet argument mais ils ont déjà quitté la France ou mis leur argent ailleurs, y compris tous les donneurs de leçon faciles qu'ils soient sportifs, artistes ou lettrés... Dès lors, il faut avoir le courage de mener une politique volontariste en supprimant la grande majorité des agences de l'Etat qui coûtent « un pognon de dingues » pour paraphraser un certain Emmanuel Macron évoquant l'argent mis dans le social. Les fonctionnaires qui se retrouveraient sans poste pourraient être justement réaffectés à la lutte contre la totalité des fraudes fiscales, sociales ou autres qui elles aussi créent un manquement de plusieurs milliards d'€ dans les caisses de l'État.

En finir avec le mille-feuille politique...

Les politiques pourraient aussi montrer l'exemple en arrêtant de s'augmenter régulièrement et en revenant sur certains de leurs avantages en matière de retraite ou de rémunération

qui inciteraient les Français à faire plus d'efforts. Les agents administratifs d'État qui par zèle, empoisonnent la vie quotidienne des Français pourraient aussi servir ailleurs. C'est facile de parler à chaque gouvernement de simplification administrative mais de ne jamais prendre les mesures adéquates. Le mille-feuille politique est aussi à revoir entre communes, départements, agglomérations, régions, et préfecture. Pourquoi ne pas supprimer un échelon voire plusieurs ? A quoi sert le Sénat aujourd'hui ? Et quid de l'immigration, la grande oubliée du budget de Bayrou ? Rien sur le sujet. On continue à verser des aides et des salaires à des immigrés qui n'ont jamais travaillé et qui arrivent en France. Pareils pour les aides au développement de pays étrangers dont la Chine et l'Algérie pour ne citer qu'eux...

Lecornu à Matignon avant la dissolution ?

Ce n'est pas 44 milliards d'€ que l'on pourrait faire d'économies mais bien plus, 100 à 200 milliards d'€. Cela constituerait un message fort envoyé aux organismes financiers. Le gaspillage en France, c'est fini ! Voilà un slogan qui aurait de l'effet. Mais ces gouvernements qui se succèdent dans la macronie n'auront jamais ce « courage et cette générosité » pour paraphraser le 1^{er} ministre. Lui, n'a pas eu ce courage et cette générosité envers les Français, ni cette honnêteté... Alors, oui, il n'aura pas la confiance et il partira avec son gouvernement. Et alors ? Depuis la dissolution, il n'y a pas de majorité à l'Assemblée Nationale, tout le monde le sait. La situation a été voulu par Emmanuel Macron qui a usé de l'arme de la dissolution en appelant à faire barrage au RN au prix de voter pour des députés LFI. On en voit les effets aujourd'hui. Demain, il pourra nommer un nouveau 1^{er} ministre, sans doute Sébastien Lecornu ou un autre... Cela ne changera rien. Ce dernier pourra faire illusion pour que le vote des Municipales puisse avoir lieu et après ? La dissolution est inévitable et les Français devront voter à nouveau en juin 2026. C'est eux qui choisiront. Le peuple a toujours raison. C'est cela une démocratie.

Pascal Gaymard